

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

17 NOV. 2010

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
106, rue Pierre Corneille  
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Véronique CHAPPUIS  
☎ : 04 72 61 64 54  
✉ : veronique.chappuis@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 régissant le fonctionnement des activités de la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE dans son établissement situé 11, rue Louis Aulagne à OULLINS ;

VU le rapport du 27 août 2010 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE n'a pas mis en place un système permettant la mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) ainsi qu'un programme de surveillance de l'impact sur l'environnement portant au moins sur les dioxines, furannes et métaux ;

CONSIDERANT dans ces conditions, que l'exploitant ne respecte pas les dispositions prévues aux points 7.6.2 et 7.6.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'exiger de la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE qu'elle prenne les mesures nécessaires afin de se mettre en conformité avec les prescriptions des points 7.6.2 et 7.6.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

.../...

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE, 11, rue Louis Aulagne à OULLINS, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 7.6.2 et 7.6.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 susvisé, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'OULLINS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 17 NOV. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER